CE TEXTE SERT DE BASE
AUX DISCUSSIONS MENÉES DANS LE CADRE
DE L'ACTUALISATION DOCTRINALE DU MR

THÈME 6

Nourrir l'humanité

AVEC Louis Michel, Kattrin Jadin, Christine Defraigne & Françoise Schepmans

Protéger les populations et favoriser leur développement

La nécessité démocratique s'étend à tous les niveaux de décision et d'action politiques. Aussi le monde a-t-il besoin de forces d'intervention militaire. Les démocraties ont en effet le devoir de se défendre ; elles ont, pour cela, besoin de soldats formés et expérimentés. En s'opposant aux racismes, aux maîtres de guerre locaux, aux idéologies liberticides, au crime international, les armées au service des démocraties et contrôlées par elles, sont nécessaires à la paix, au droit international, aux politiques humanitaires et à la sécurité des peuples du monde.

Il est dès lors essentiel que notre pays maintienne sa capacité à remplir ses engagements internationaux en matière militaire. Le développement d'une force d'intervention européenne est un objectif à atteindre.

Par ailleurs, il est heureux que les démocraties européennes aient ratifié un Code de bonne conduite commun pour contrôler les exportations d'armes. Celles-ci, répétons-le, sont nécessaires, mais en restant, depuis l'entreprise exportatrice jusqu'au commanditaire final, sous contrôle démocratique. Les détournements et autres trafics d'armes sont utilisés par des « seigneurs de guerre » pour semer la terreur, dévaster des régions entières, pratiquer le viol et la torture,...faire fuir les populations. Le contrôle démocratique sur les exportations d'armes et de munitions est donc un élément qui intervient dans la régulation des migrations. **Pour que les hommes et les femmes ne migrent pas, la première condition est qu'ils se sachent en sécurité là où ils vivent**.

Il faut aussi qu'ils puissent bénéficier d'un minimum de bien-être, de moyens de subsistance et de possibilités d'avenir. Or cela, encore une fois n'est possible que là où s'exerce un contrôle démocratique sur le pouvoir. A cet égard, il faut rappeler, avec Amartya Sen, Prix Nobel d'économie, que les famines et catastrophes naturelles, comme celle qui a frappé Haïti, si elles sont malheureusement inévitables, ont du moins des conséquences mieux maîtrisées dans les pays démocratiques : meilleur contrôle des constructions, de la gestion des stocks de nourriture, de l'acheminement et de la répartition des aides...

Tel est, probablement, l'outil le plus décisif pour réguler les flux migratoires. Celui que l'Union européenne, et ses Etats-Membres, au rang desquels la Belgique représente une valeur incontestée, doivent renforcer sans discontinuer, au travers de la Coopération au Développement : l'**extension de la démocratie sur le territoire des pays à forte migration**. C'est seulement avec ce gardien des Droits de l'homme, dans le monde, que la prospérité peut être mieux répartie. Et que tout être humain pourra avoir un projet de vie, sans devoir abandonner la terre où il est né.

NOTES PERSONNELLES

Nourrir l'humanité

Lutter contre la faim dans le monde, nourrir l'humanité en garantissant la fiabilité des approvisionnements, ainsi que la qualité des produits alimentaires est une responsabilité vitale dont on a eu trop tendance à oublier qu'elle est d'abord et avant tout assumée par les agriculteurs du monde entier.

Ceux-ci doivent affronter une double contrainte : d'une part la concurrence internationale marquée désormais par les aléas climatiques et les défaillances de l'Organisation Mondiale du Commerce ; et d'autre part, préserver leurs revenus et la survie de leur entreprise dans la durée.

L'enjeu alimentaire et agricole est prioritaire pour le Mouvement Réformateur, à tous les niveaux de décision, de la Région à l'O.M.C., en passant par le pouvoir fédéral et par l'Union européenne. Les défis actuels doivent être l'occasion de réconcilier le monde de l'agriculture avec l'avenir. Une activité agricole durable, respectueuse du cadre de vie ne peut se construire que si les produits qui en découlent répondent aux attentes fortes des consommateurs, en termes de qualité et de sécurité alimentaires. **Dans la logique d'une croissance durable, l'agriculture doit continuer plus que jamais à concilier préservation du cadre de vie et de la ruralité, qualité alimentaire et revenus adéquats pour l'ensemble de la profession.**

Les réformateurs entendent renforcer le pouvoir de négociation des agriculteurs face à l'ensemble des partenaires du monde agricole, de l'agroalimentaire, des associations, des industriels, des distributeurs, des acteurs de la société, des associations… Et ce, afin d'aboutir à **un juste prix pour tous**.

L'Union européenne étant l'interlocuteur principal, tant vis-à-vis des Etats-Membres, que vis-à-vis des partenaires internationaux, les réformateurs participeront activement à la préparation de l'année charnière que sera 2013, année durant laquelle sera défini le nouveau modèle économique de la Politique Agricole Commune.

NOTES PERSONNELLES

La croissance durable est une prospérité mieux répartie

Le Mouvement Réformateur a pour objectif l'émergence et le développement d'une croissance qui soit durable. Ce qui signifie : **créer la prospérité en préservant la planète, et mieux répartir la prospérité ainsi créée, entre les personnes, entre les régions du monde, entre les générations**.

Entre les personnes, car chacune et chacun de nos concitoyens moins isolé, moins dépourvu, mieux à même d'affronter les aléas de la vie, doit avoir réellement les moyens d'exercer ses droits et libertés. Notre système de sécurité sociale doit être conçu pour aider fortement les personnes au moment où leur vie « bascule » ; sa finalité profonde doit être de permettre à chacune et chacun de retrouver, de renforcer son autonomie, et d'être en mesure d'assumer une vie responsable. Sinon, les mécanismes d'assistanat « étouffant » aboutissent au paradoxe suivant : **alors que la sécurité sociale est un acte de solidarité pour garantir le vivre-ensemble, les personnes enfermées dans la dépendance finissent par s'isoler toujours davantage de la société et de ses évolutions**.

Entre les régions du monde, car chaque être humain est doté de qualités propres qui font de lui une personne unique, ayant le droit de vivre dignement, de s'assumer et d'être respecté. Chaque région du monde doit avoir les moyens de mettre en place et de sécuriser les mécanismes démocratiques nécessaires pour développer et contrôler la lutte contre la faim, la pauvreté et la maladie. Tel est le devoir de l'humanité vis-à-vis d'elle-même. Tel est aussi le combat politique que l'Union européenne doit continuer à incarner, sur la scène des Puissances mondiales.

Entre les générations, car **l'humanité ne peut plus continuer à faire comme si la nature, ses ressources, sa capacité à se réparer elle-même, étaient inépuisables**. Ce que notre génération n'accomplira pas pour préserver l'environnement et la qualité de vie, pèsera sur les générations prochaines de façon dramatique. Le défi, qu'ensemble il faut relever, est immense et exige des actes immédiats. Les modes de consommation doivent évoluer vers l'éco-consommation. Laquelle ne sera efficace que si les produits propres sont à la portée de toutes les familles. Le choix écologique aujourd'hui est encore trop souvent réservé aux milieux plus aisés.

NOTES PERSONNELLES